

Congrès du PGE

[14 décembre 2013]

Porter notre proposition de Fonds européen pour le développement social et prendre des initiatives de lutte face à l'euro et la BCE

Frédéric Boccara

Une bataille politique de fond doit être menée face à l'austérité. La Banque centrale européenne (BCE) et la maîtrise de l'euro sont au cœur de l'austérité, et donc de la bataille à mener. C'est ce que disent les peuples dans les manifestations où la BCE, la troïka sont tant dénoncées.



Une bataille politique de fond doit être menée face à l'austérité.

La Banque centrale européenne (la BCE) et la maîtrise de l'euro sont au cœur de l'austérité, et donc de la bataille à mener.

C'est ce que disent les peuples dans les manifestations, où la BCE, la troïka, sont tant dénoncées.

Les dominants utilisent la dette, la BCE et l'euro pour une fuite en avant contre la démocratie et au service des marchés financiers.

Ils prétendent avoir aidé les pays. En réalité, ces prétendues aides soutiennent les pays comme (selon une expression française) la corde « *soutient* » le pendu. Et

ils poussent la concurrence antisociale entre les peuples, entre les pays de l'UE.

Nous formulons des propositions sur les dettes publiques, pour que la BCE les reprenne systématiquement, agissant comme prêteur en dernier ressort, sans les conditions antisociales qu'elle impose, et même elle pourrait rétrocéder aux États nationaux les intérêts qu'elle perçoit.

Mais il faut répondre de front à cette question de l'euro. Le *statu quo* devient insupportable.

On veut en effet nous enfermer en prétendant que la seule question serait : rester dans une fuite en avant fédéraliste et antisociale ou sortir de l'euro. C'est une fausse alternative et ces deux voies sont mortifères.

La fuite en avant actuelle montre chaque jour qu'elle est néfaste. Mais une sortie de l'euro aussi, et pour trois raisons :

- Elle allumerait un signal de guerre économique antisociale entre pays, où les peuples paient la note ;
- Elle ne résoudrait pas l'enjeu majeur, aussi bien pour le sud de l'Europe que pour les autres pays de l'UE, celui d'une réorientation sociale et productive des économies des pays, une réorientation qui nécessite de nouvelles dépenses mutualisées pour cela ;
- Enfin, ce serait tourner le dos à la bataille déjà engagée par les peuples et à l'enjeu essentiel d'une autre utilisation de l'euro, notre argent à tous. Une utilisation solidaire et pour le développement social.

C'est le cœur de notre proposition de Fonds européen – certains préfèrent dire banque – pour le développement social et écologique solidaire. Ce fonds comporterait 3 points : un objectif, des pouvoirs, des moyens financiers.

➔ Son objectif, c'est de financer les nouvelles dépenses publiques des États, pour le développement des services publics (éducation, santé, protection sociale, recherche) et pour développer l'emploi, selon des critères précis.

➔ Ses pouvoirs. Ce Fonds aurait une dimension politique, démocratique, avec des représentants du parlement européen, des parlementaires nationaux, des représentants des travailleurs. Et il pourrait être saisi directement depuis le terrain pour financer des projets concrets.

➔ Ses moyens financiers, l'argent. Le Fonds serait financé par la création monétaire de la Banque centrale européenne, et non par les marchés financiers, ainsi que par le produit d'une taxe dite Tobin.

Ainsi, il s'agit d'une nouvelle institution démocratique et sociale, intercalée entre la BCE et les États nationaux. Cette institution nouvelle prendrait les titres de dette des États, sortant ainsi des griffes des marchés financiers. Les traités existants l'autorisent formellement, c'est l'article 123.2 du Traité de Lisbonne, même si cela irait contre la logique profonde de la construction européenne actuelle.

En s'appuyant sur cette proposition, il s'agit de mettre dans la campagne des élections européennes une question populaire : « *L'argent des Européens, la BCE, l'euro, doit financer les services publics* », c'est possible, c'est nécessaire, c'est efficace. « *Pourquoi ne le faites-vous pas ?* »

Cela pourrait contribuer à polariser tout autrement le débat politique en Europe !

Et nous pourrions mettre d'autant mieux en cause la BCE qui ne fait rien pour imposer aux banques d'appuyer l'emploi des entreprises, et non leurs spéculations ou leurs délocalisations.

En ce sens, nous pourrions prendre des initiatives au plus vite :

– Une initiative sur la dette (comme il est prévu) *et* sur les dépenses publiques nouvelles. La dette ce sont les dépenses passées, c'est un enjeu majeur, mais il faut traiter dans le même temps des dépenses nouvelles, car le fonctionnement et le développement des services publics exigent des dépenses nouvelles, ne serait-ce que chaque mois les salaires des infirmières ou des enseignants... L'initiative prévue doit porter sur ces deux points en même temps, comme deux pieds indispensables.

– Des initiatives mettant en cause publiquement, par des manifestations, des rassemblements coordonnés en Europe, devant les Banques centrales nationales de chaque pays, lorsque les gouverneurs nationaux se réunissent au conseil de la BCE, pour mettre en cause les décisions qu'ils y prennent et les interpeller dessus.

Nous avons besoin de façon urgente de nous organiser pour un travail en ce sens des économistes du Parti de la gauche européenne avec l'exécutif du PGE. ■